L'avenir est au communisme !

Edition française

Bulletin d'Information
de la Fraction de Gauche italienne

publié sous la responsabilité du C. E.

Pour communications s'adresser à la C. E. | **Participation aux frais : frs 2**

N° 6 — Février 1933

SOMMAIRE

-:-:-:-

- Le fascisme au pouvoir en Allemagne
- La nécessité de la Fraction de Gauche du Parti Communiste
- Résolution de la C.E. sur la grève des mineurs belges
- Thèses de Rome (première partie)

-:-:-:-:-

LE FASCISME AU POUVOIR EN ALLEMAGNE

oooooo

Cet article sur la signification des évènements d'Allemagne - à la demande même du camarade qui l'a écrit - est publié à titre de contribution pour une discussion internationale. Il n'engage donc pas la responsabilité de la Fraction. En effet, seule une discussion internationale peut donner une solution aux problèmes de la crise du mouvement communiste.

LA C.E.
de la Fraction de Gauche du P.C.I.

° ₀ °

Dans la résolution de Février 1932, publiée dans notre Bulletin N°5 en langue française, nous écrivions : "l'Allemagne, "du fait qu'elle représente la clef de la situation interna- "tionale est aujourd'hui le camp où la lutte entre la contre "révolution et la révolution s'est déchainée. En cela réside "la raison essentielle de l'attaque fasciste en Allemagne, "son importance actuelle, l'importance des conséquences que sa "victoire aurait pour le mouvement communiste mondial et pour "la Russie Soviétique".

C'est dans le même esprit que nous allons analyser la situation actuelle.

Tout d'abord, il s'agit de bien déterminer la signification de cette situation. Une opinion assez répandue est celle qui consiste à affirmer que le fascisme "n'a pas tout le pouvoir" puisque le cabinet Hitler est un cabinet de coalition et que son accession au pouvoir s'est faite légalement. Pourtant l'expérience italienne détruit cette interprétation de la situation : la coalition du type "fasciste-nationaliste" réalisée du premier coup par Hitler, n'a été formée par Mussolini que bien après la marche sur Rome; son premier gouvernement étant composé en collaboration avec des libéraux et des délégués du Parti populaire (équivalent du Parti du Centre Allemand). En outre, la marche sur Rome n'a pas eu son correspondant en une marche sur Berlin, mais cela ne permet pas de déduire que le fascisme n'ait pas encore tout le pouvoir en Allemagne. L'explication de cette contradiction apparente se trouve dans la différence du degré d'organisation des deux prolétariats.

En effet, le prolétariat italien, beaucoup moins organisé que celui d'Allemagne, permit au capitalisme une conversion de la démocratie en fascisme, où l'élément extra-légal prédominait et se combinait avec la neutralité bienveillante des forces de police. En Allemagne, par contre, les forteresses du prolétariat représentant dans l'ensemble de la nation, un poids spécifiquement supérieur, cette même conversion de la démocratie en fascisme, devait s'opérer autrement. Il ne suffisait plus de la neutralité bienveillante de la police, car le terrorisme ne pouvait être extra-légal; il devait se baser sur l'appui direct de l'appareil de l'Etat. Autrement, le prolétariat devant la neutralité même bienveillante à l'égard du fascisme aurait su briser les attaques des "chemises brunes".

Nous sommes aussi amenés à rencontrer cette interprétation de la marche sur Rome comme étant un "coup d'Etat". Dans sa signification de classe le "coup d'Etat" comporte la notion du passage de l'Etat, d'une classe à une autre, ce qui n'est possible qu'à la suite d'une action armée, d'une insurrection. Le fascisme et la démocratie, en tant que formes de domination d'une même classe, ne donnent pas lieu, dans la transmission de la seconde en la première, à ce qu'il est convenu d'appeler "coup d'Etat". Effectivement, le caractère de celui-ci consiste dans l'action armée et nullement dans la mobilisation théâtrale des armées fascistes, comme ce fut le cas lors de la Marche sur Rome.

Bien que, il n'y ait pas eu de "marche sur Berlin" en Allemagne, la conversion de l'Etat, de la démocratie au fascisme, s'est quand même vérifiée.

Cela a son importance, car au point de vue pratique, les conséquences de l'interprétation de la marche sur Rome, sont d'une grande valeur. Ainsi, l'ascension légale du fascisme en Allemagne fait justice de toutes les critiques émises contre la direction de la Fraction de gauche du P.C.I., laquelle n'aurait pas su exploiter les circonstances du "coup d'Etat" fasciste en Italie, et prouve aussi que le prolétariat n'a pas devant lui, à une telle période, un Etat en décomposition vers lequel se dirige une bataille de classe. L'évolution de l'organisation sociale vers le fascisme ne donnant lieu à l'ébranlement des classes sociales, ce qui est propre aux "coups d'état", le prolétariat ne se trouve pas, lors de l'ascension du fascisme au pouvoir, dans la possibilité de trainer à sa suite les classes moyennes. Mais il se trouve devant la situation opposée à celle qui voit la concentration de ces classes vers le capitalisme qui installe le fascisme au pouvoir.

Dans la résolution de Février 1932 de notre Fraction, nous avions mis en garde contre l'établissement d'un parallèle entre la situation d'Allemagne et celle de septembre 1917 permettant de déduire une tactique analogue à celle qu'appliqua le Parti russe à l'égard du putch de Kornilov. Certes il serait nécessaire de bien préciser le point de vue de Lénine à ce sujet, mais cette question sera traitée à une autre occasion. Pour le moment, nous voulons surtout remarquer que le fait d'avoir apprécié les évènements d'Allemagne en fonction des évènements en Russie en 1917, a empêché l'Opposition de gauche de saisir les traits essentiels de ces évènements. Il aurait fallu se baser sur les expériences en Italie. Mais cela n'aurait pas été compatible avec la lutte sournoise de manoeuvres contre notre Fraction, laquelle ayant eu la direction du Parti au temps de la guerre civile, aurait pu contribuer efficacement à la détermination de la politique de la Fraction de gauche en Allemagne. En se basant sur l'expérience de l'Italie, on aurait certainement évité la crise de l'Opposition, laquelle s'est vérifiée juste au moment où les évènements se précipitaient. Et il est vraiment pénible de constater qu'un génie révolutionnaire comme Trotsky, sous la suggestion des charlatans de la N.O.I. - a été amené à écrire des bêtises quant à l'analogie entre la politique de Thaëlman et de Bordiga.

En définitive, une comparaison entre la quantité des mesures réactionnaires adoptées en un mois par Hitler, ainsi que par Mussolini lors de la marche sur Rome, nous permet de constater une supériorité manifeste de la réaction en Allemagne.

Pour conclure ceci, nous ajouterons que la signification exacte de la situation actuelle nous intéresse à un double point de vue :

1° déterminer que la conclusion des évènements s'est déjà vérifiée.

2° que l'analyse doit être faite sans tarder, de toutes les forces qui ont agi dans ces évènements, afin de continuer la lutte pour la révolution prolétarienne.

o o

I. L'Allemagne terre d'épanouissement des forces sociales

Lénine faisait partir l'époque de l'impérialisme capitaliste, à savoir la dernière phase du capitalisme, la phase des guerres et des révolutions, des débuts du siècle actuel.

La guerre de 1914, au lieu de marquer le début de cette époque du capitalisme était cette manifestation représentant la première explosion des contradictions inhérentes à cette phase, la solution capitaliste qui est nous le savons le revers de la révolution laquelle représente la seule solution prolétarienne.

Le groupe des impérialismes qui devait sortir vainqueur de la guerre, ne sortait pas ainsi du cycle de l'époque historique du capitalisme, mais il conservait à l'égard de l'autre groupe des vaincus, une supériorité relative qui lui permettait de contenir les manifestations des contradictions sociales, laissant encore subsister les vestiges de l'organisation sociale traditionnelle de la bourgeoisie : la démocratie. Par contre les Etats vaincus devaient connaitre après l'explosion immédiate des mouvements de classe un type nouveau d'organisation de la société capitaliste. On sait que l'Italie, bien que formellement victorieuse n'avait pas réalisé un butin, des avantages (colonies) lui permettant de baser son économie sur de solides fondements. L'Allemagne, le pays capitaliste par excellence, lequel du fait qu'il possédait l'appareil productif le plus perfectionné et qu'il escomptait par cela, un élargissement de ses débouchés, se voyait à Versailles, briser toute possibilité d'expansion pour ses formidables forces productives, ce qui devait donner lieu à l'éclosion d'une série de tempêtes dans son sein.

La victoire du prolétariat en Russie devait donner au prolétariat allemand la possibilité d'écraser son capitalisme, de fusionner ensuite avec l'U.R.S.S. pour former le premier jalon indestructible vers la République Socialiste Universelle. En définitive, le pays qui au point de vue économique se trouvait être le plus mûr pour la révolution et pour la nouvelle organisation communiste de la société était - après la défaite - le chainon le plus faible du capitalisme international.

Dès lors, il s'avèra que les deux classes fondamentales, à l'échelle internationale, se croisèrent dans le secteur allemand; le prolétariat s'y appuyait pour le renversement de la bourgeoisie mondiale, le capitalisme ne pouvant se relever, après la défaite de sa classe en Russie, et ne pouvant se défendre de la menace de la révolution russe qu'à la condition de sauvegarder son pouvoir de classe en Allemagne, s'y appuya également.

L'Allemagne représente, en effet, l'anneau de conjonction du nouvel équilibre du capitalisme international et c'est aussi l'endroit où se manifeste la compatibilité temporaire entre deux régimes basés sur des principes de classe opposés : le capitalisme et la forme soviétique.

La guerre avait déterminé un déplacement dans le rapport des forces entre les impérialismes : les U.S.A. en avaient retiré une supériorité incontestable. La circulation économique s'établit donc ainsi : c'est des U.S.A. que partirent les capitaux vers l'Allemagne, cette dernière put ainsi s'acquitter de ses réparations internationales envers ses créanciers, lesquels à leur tour retransmettaient ces sommes aux U.S.A. en paiement de leurs dettes. Cette circulation exprimait un équilibre donné des différents impérialistes et avait été déterminée après qu'en 1922 à Gênes, la Russie eut signé un pacte avec l'Allemagne. Celle-ci bien qu'évidemment dépourvue de capitaux nécessaires à des investissements en U.R.S.S. devint le pays possédant le premier, les relations les plus étendues avec la Russie soviétique et il est évident que cette relation ne se vérifiait pas à l'insu du capitalisme mondial.

Déjà se dernier se dirigeait vers une perspective historique hardie et bien claire : porter tous ces soins dans ce même milieu travaillé par les contradictions sociales extrêmes, provoquées par la guerre, et dans lequel les menaces révolutionnaires étaient les plus aigües; ensuite accrocher à ce milieu un filet devant servir à ligoter d'abord la Russie des Soviets, à l'isoler ensuite du prolétariat international, à l'écraser enfin pour le salut du capitalisme. Toute l'histoire de l'après-guerre est dominée par l'évolution des évènements en Allemagne :

c'est ici que le sort du capitalisme et du prolétariat devait se décider, c'est ici que Moscou - la réponse prolétarienne à la guerre - pouvait trouver le bastion pour sa défense son expansion, c'est ici aussi que Versailles - la conclusion capitaliste de la guerre - pouvait trouver les circonstances voulues pour déterminer un autre déroulement des situations vers une nouvelle guerre.

Le moratoire Hoover marque la fin de l'équilibre qui s'était établi après la guerre entre les impérialismes et il est caractéristique que lorsqu'on proclama l'incapacité de l'Allemagne de s'acquitter de ses réparations et même de ses dettes privées, le capitalisme français, anglais ou américain, n'imposa nullement à l'Allemagne de recouvrer les sommes investies en Russie afin de faire face, même partiellement, à ses engagements de guerre ou à ses dettes privées.

Au point de vue général, l'Allemagne se présente donc à la fois comme le pont d'établissement de la coexistence pacifique des impérialismes, d'après la répartition du monde issue de la dernière guerre, comme le pont où l'U.R.S.S. pouvait s'appuyer pour le déclanchement de la révolution mondiale et où le capitalisme lui-même s'est appuyé pour la défense désespérée de son régime et pour le triomphe

de la contre révolution en Russie.

Au point de vue de la situation intérieure de l'Allemagne, nous constatons une orientation analogue vers l'épanouissement complet des forces fondamentales qui agissent au sein de la société capitaliste. En 1918-19 le capitalisme est menacé par la riposte prolétarienne envers la guerre : des émeutes révolutionnaires éclatent, mais le prolétariat ne trouve pas à sa tête un parti qui puisse le conduire à la victoire. Le Spartakus Bund malgré son héroisme ne pouvait pas immédiatement prendre la direction du mouvement insurrectionnel du fait que son organisation ne prenait pas ses racines en une tradition politique et d'organisation de longue date, du type des bolchéviks.

A ce moment, le pôle de concentration du capitalisme ne pouvait se vérifier que sur son aile gauche, un autre type de concentration aurait définitivement compromis le sort de la bourgeoisie car le bloc des travailleurs se serait senti trop fort et aurait brisé par la violence, la violence de la réaction.

L'essentiel était de briser par la terreur l'avant-garde du prolétariat regroupé dans le Spartakus Bund, d'écraser impitoyablement l'effort que cette Ligue faisait pour devenir le guide indispensable pour la victoire révolutionnaire. En même temps, une grande manoeuvre devait faire croire aux ouvriers que le capitalisme allait à leur rencontre. La signification historique de l'Assemblée de Weimar est représentée par les assassinats de K. Liebknecht, R. Luxembourg, Levine, et l'écrasement des matelots révolutionnaires.

A cette heure tragique pour la bourgeoisie, c'est la social-démocratie qui assura l'écrasement de la révolution, qui réhabilita le Feld Maréchal Von Hindenbourg et aida à constituer les premières formations armées contre révolutionnaires, c'est Ebert et Noske qui, représentants de la S.D., furent les bourreaux de l'avant-garde prolétarienne. La social-démocratie prit alors possession des leviers de commande de l'Etat et s'avéra être cette force qui donna au capitalisme allemand une organisation sociale qui put durer exactement ce que put durer l'équilibre issu de Versailles, précisé à Cannes, Spa et Gênes.

La question que les évènements d'Allemagne posent d'une façon catégorique est la suivante : une république démocratique s'appuyant sur le prolétariat le plus éduqué politiquement, dans le pays le plus développé au point de vue

technique, peut-elle représenter un bastion de défense pour le prolétariat et pour ses intérêts mêmes élémentaire? La force sociale qui s'incarne dans cette république, la social-démocratie pourra-t-elle jouer le rôle de défenseur de cette république ? Et si on voulait prétexter qu'à pareille République manquerait l'appui des masses communistes, encore une fois, on resterait en dehors de la réalité historique, car après les premières manifestations de regroupement de la réaction en 1922, l'appui ne manqua pas, même de la part du Parti Communiste.

En effet, en juin 1922, après le putsch de Kapp, après les assassinats de Ertzberger et de Rathenau, un cartel de défense de la République fut constitué et il comportait l'adhésion des syndicats, du Parti socialiste et du Parti communiste, tandis que le Chancelier Démocrate Wirth, chef d'un gouvernement de coalition avec les socialistes, proclamait que "l'ennemi est à droite" et qu'il était prêt à défendre le prolétariat.

On était en 1922, à l'époque de l'épanouissement de l'Internationale Communiste, alors que les directives politiques trouvaient leur expression en une action politique correspondante. La défense de la République de Weimar dans son interprétation d'étape vers la lutte successive pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'interprétation orthodoxe de la lutte pour les mots d'ordre démocratiques, ne pouvait être mieux conduite que par un Etab-major dirigé par Lénine, lequel avait expérimenté une tactique analogue en Russie.

Il appartient aux rénégats de faire de Lénine un "manoeuvrier" qui tient les principes du marxisme en poche, afin d'orienter le Parti suivant les suggestions des situations contingentes, d'en faire en quelque sorte l'apôtre de la démocratie et non le chef du P.C. Par contre, il appartient aux marxistes de situer la place réelle de Lénine, son rôle grandiose qui consiste à lutter pour le communisme et pour fonder un parti de classe, même dans cette situation russe où, à première vue, les conditions ne semblaient pas exister pour un Parti communiste luttant pour la dictature du prolétariat, où le rôle de ce parti paraissait plutôt devoir être celui de faire le lit de son ennemi de demain.

Les mêmes principes appliqués par Lénine en Russie, où un contraste de classe existait entre le féodalisme tzariste et la bourgeoisie démocratique, devait conduire à ne jamais faire adopter par le P.C. le programme ou la défense de l'organisation démocratique de la société capitaliste.

Comme aboutissant de la position fausse du P.C. en 1922, de lutte pour la défense de la République de Weimar, dans l'intention de passer outre, à la dictature du prolétariat,

nous avons en 1923 la politique de la coalition gouvernementale avec les socialistes en Saxe, afin - comme disait Zinoviev - d'y rester juste le temps nécessaire pour prendre les clefs des magasins d'armes. Evidemment, le même temps avait suffi à la bourgeoisie pour surmonter le moment le plus critique du danger rouge et les ministres communistes qui se croyaient à la porte des magasins d'armes, afin de passer celles-ci au prolétariat, avaient en fait étranglé toute possibilité d'insurrection : les ouvriers avaient besoin d'un guide pour l'assaut des magasins d'armes et non d'un concierge pour leur ouvrir les portes des arsenaux.

1923 prend dans l'histoire du mouvement communiste la signification de la vérification sur un secteur où le capitalisme avait le pouvoir, d'une tactique analogue à celle qui avait porté à la victoire le prolétariat sur un secteur où le capitalisme n'avait pas encore le pouvoir. 1923 qui pouvait représenter le point de suture de la révolution russe avec la révolution allemande, devait par contre représenter le point de suture entre le capitalisme international et la contre révolution en Allemagne. Ce que, d'ailleurs, le plan Dawes devait confirmer par après.

La défaite de 1923 est donc le lit où s'est fécondé le fascisme. Au sein de l'I.C. la divergence sur la tactique communiste au sujet des évènements de 1923 a été jugulée. C'est le moment de la "bolchévisation". L'avortement des évènements d'Allemagne dépend - selon Zinoviev - d'erreurs d'organisation et d'erreurs individuelles, de Brandler, d'erreurs de transmission de directives et l'on n'exclut même pas des erreurs de courrier. Le cde Trotsky, à cette époque, bien que restant dans le cadre des évènements révolutionnaires en Russie auxquels il avait été mêlé et dont avec Lénine il avait dirigé le dénouement, le Cde Trotsky seul, dans le Bureau Politique du P.C.R., énonça une critique réelle des évènements d'Allemagne et de la tactique à suivre. Le cde Bordiga au 5ème Congrès proclama l'urgence d'une solution des problèmes de tactique en constatant que la critique du Cde Trotsky, bien que ne lui paraissant pas satisfaisante, était bien une critique de gauche .

Mais le 5me Congrès plébiscita la "bolchévisation". Nous avons déjà dit qu'à l'origine de la défaite de 1923 se trouve la friction entre la tactique appliquée par les marxistes en Russie et sa copie en Allemagne. Comme correctif, le 5me Congrès devait décider que les P.C. des autres pays ne devaient plus se borner à copier seulement la tactique du P.C.R., mais qu'ils devaient en copier aussi les méthodes d'organisation.

C'était donc appliquer un remède pour tuer le malade et non pour le guérir. L'organisation des P.C. sur la base des cellules devait supprimer tout contrôle prolétarien et permettre l'omnipotence de la bureaucratie. Le Cde Bordiga s'opposa énergiquement à cette transformation de la structure des partis, qui en faisant miroiter une démagogie prolétarienne enlevait aux prolétaires des P.C. la possibilité d'influer la marche du Parti Communiste.

Après la défaite de 1923, les conditions devaient se produire pour la réplique à l'avortement révolutionnaire. Cette réplique devait consister en une éclosion du mouvement fasciste.

Le premier signal de la crise mondiale éclate en juillet 1929, en Amérique. Le rassemblement des forces s'opère avec une grande rapidité en Allemagne. La cause essentielle de ce rassemblement et de ces bouleversements consiste dans le fait que les conditions économiques ne permettent plus au capitalisme allemand de laisser aux ouvriers le minimum vital que ces derniers avaient conquis. Toute organisation de classe permettant un regroupement prolétarien faisant obstacle au plan de réduction extrême des conditions d'existence des travailleurs, plan que le capitalisme doit poursuivre, ne peut être que détruite par la bourgeoisie dans la période actuelle. En Allemagne, la bourgeoisie, pour rester au pouvoir, doit modifier de fond en comble la structure démocratique de son Etat, et de ce fait l'heure du fascisme a sonné, la démocratie s'écroule, la social démocratie cède le pas au nouveau maître qui s'installe au pouvoir.

o
o o

Social-démocratie et Fascisme

Nous croyons devoir, tout d'abord, situer la différence entre la démocratie et le fascisme. Nous marquons notre accord avec le camarade Trotsky quand il déclare qu'il s'agit là de deux formes de gouvernement de la bourgeoisie. Mais pour que des directives de tactique correspondent à cette définition générale, il nous parait nécessaire de spécifier en quoi s'expriment ces deux formes de domination.

Dans la structure démocratique de la société, nous assistons à la rotation de différents partis sur l'axe central de l'appareil d'Etat. Mais l'essentiel n'est pas la rotation de ces partis, et par exemple le déplacement de la droite à la gauche, ne comporte pas une attitude plus ou moins favorable de l'Etat à l'égard du mouvement d'affranchissement de la classe ouvrière. L'histoire parlementaire de ces dernières années est définitive à ce sujet.

C'est par exemple d'une Chambre de gauche, du bloc de gauche de 1924, que surgit en France, le gouvernement Poincaré de 1926 d'offensive contre le prolétariat.

De même en Belgique, où le Parlement de gauche de I925 permet la formation du bloc des droites en I926.

En Angleterre les élections de gauche de I930 permettent la formation du gouvernement national de I93I, et en Italie, c'est à l'époque d'un Parlement d'extrême gauche que la terreur fasciste s'organise, et lors de la Marche sur Rome, Mussolini forme son premier gouvernement avec un groupe parlementaire d'une vingtaine de députés, contre plus de 400 députés antifascistes.

L'essentiel dans le fonctionnement de l'état, même démocratique, est représenté par la continuité du fonctionnement de son mécanisme qui s'incarne surtout dans la bureaucratie; les différents partis et le jeu de leurs luttes n'empêchent pas l'Etat d'accomplir sa fonction de défense du régime capitaliste : le Parlement est l'organisme qui réalise la domination de la classe bourgeoise.

Mais la "démocratie" suppose une situation économique telle, que la lutte pour les besoins essentiels des masses ne menace pas directement les bases mêmes du régime existant, une situation qui laisse encore une place, au sein du régime capitaliste, pour une telle lutte des partis.

Le fascisme au contraire est cette organisation sociale qui correspond à une autre situation économique où le capitalisme ne peut rester à la direction de la société qu'à la condition d'empêcher même les luttes pour les besoins immédiats des masses. La formation de la plus value capitaliste ne peut se faire qu'aux dépens des conditions de vie des salariés; il n'existe pas de possibilité d'étendre l'appareil productif, pas de possibilité de trouver un terrain d'amortissement des contradictions capitalistes dans les colonies. Les salaires doivent suivre une course descendante et il en est de même pour les conditions générales de toutes les autres classes exploitées par le capitalisme : les paysans et les classes moyennes. L'expérience italienne démontre clairement la fonction historique du fascisme. Depuis 1926, malgré la crise économique, aucune grève importante n'a pu se produire.

Avant la guerre, la pierre d'achoppement du mouvement prolétarien était les rapports avec l'Etat et à cette époque l'opportunisme préconisait l'adhésion du prolétariat à la conquête graduelle de l'Etat pour le diriger vers le socialisme.

Dans l'après-guerre, dans la phase de l'impérialisme la position de l'Etat est, peut-on dire, renversée. L'Etat ne peut plus permettre une évolution des conditions de vie des exploités et il doit comprimer les possibilités de lutte qu'offrent les libertés ouvrières en donnant le jour à une "démocratie" qui étrangle l'avant-garde communiste ou bien il doit détruire les bases mêmes de ces libertés par l'organisation nouvelle représentée par le fascisme.

Mais le renversement de la position de l'Etat capitaliste ne change pas la nature des rapports du mouvement prolétarien envers l'Etat; maintenant, comme avant la guerre le seul programme communiste reste celui de la dictature du prolétariat. Pour le surplus, lors de l'offensive fasciste, l'adhésion du prolétariat à la lutte pour l'organisation ou pour la sauvegarde de l'organisation démocratique de l'Etat, au lieu de réaliser les conditions pour la défense du prolétariat, met celui-ci en dehors du terrain spécifique de sa lutte de classe.

Le passage de l'organisation sociale de la démocratie au fascisme ne comportant pas un changement de classe dans le fonctionnement de l'Etat, n'offre par conséquent, pas de bases pour établir le plan de la lutte du salut du prolétariat. Par contre, c'est dans l'ambiance de classe qui commande l'évolution de l'Etat vers le fascisme, que nous pourrons établir les bases de la lutte du prolétariat. C'est à ce moment que l'heure a sonné, pour le capitalisme, d'étrangler toute lutte, même partielle, de la classe ouvrière; mais justement le plan de défense des travailleurs ne peut trouver son expression, ne peut se développer que dans le déclanchement de ces luttes, leur élargissement, leur aboutissement en une grève générale.

Il ne serait pas difficile de s'appuyer sur la position défendue par Marx et Engels à propos du problème de la démocratie, pour prouver que l'attitude marxiste devant l'attaque fasciste devrait consister dans la mobilisation du prolétariat pour la défense de l'organisation démocratique de la société. Nous savons tous que les révisionnistes ont falsifié Marx tout en s'appuyant sur son attitude à l'égard de la démocratie, de laquelle ils faisaient découler leur lutte contre la dictature du prolétariat. Aujourd'hui encore, on ne ferait que falsifier Marx si l'on voulait reprendre la tactique qu'il appliqua, en son temps, et la copier pour une situation où la fonction de la démocratie est toute autre et a radicalement changé.

Ce qui intéresse à ceux qui veulent assurer la continuité de l'oeuvre de Marx, c'est de rechercher chez lui, les principes sur lesquels il a basé sa tactique et d'appliquer ces mêmes principes à la situation actuelle.

En effet, la tactique dépend surtout de la période historique où se trouve la classe capitaliste et des rapports de classe qui en dérivent, c'est-à-dire d'éléments sujets à changement.

Par ailleurs, les principes sur lesquels se fonde l'organisation de la société elle-même, restent valables pour toute la période historique dans laquelle cette société est régie par la même classe.

Pendant le siècle passé, celui des révolutions bourgeoises; où le capitalisme représentait une force historiquement progressive, l'attitude d'appui à la démocratie de la part du prolétariat se justifiait, du fait de la lutte contre les forces féodales.

Nous ne serons nullement étonnés de nous voir submergés de citations de Marx pour prouver notre soidisant antimarxisme ou bien cet "infantilisme" qui - gracieux apanage de notre précocité impérissable - nous accompagne et malgré la marche des années, ne nous abandonne pas.

Nous garderons en face de ce bombardement de citations une attitude parfaitement tranquille et - suivant l'exemple de Lénine - nous nous efforcerons de prouver que la signification réelle du marxisme réside dans ce que les révisionnistes se sont plus à appeler des "phrases incidentelles" et qui sont en réalité les principes que Marx a légués au prolétariat révolutionnaire.

Un autre problème reste à examiner : l'idéologie démocratique ayant pris de puissantes racines au sein du prolétariat et des couches petites bourgeoises, lorsque le moment est venu d'une incompatibilité entre la domination du capital et la survivance de la démocratie, le moment n'est-il pas venu aussi pour déclancher un mouvement lequel, se basant sur cette incompatibilité historique, ne peut que tourner vers une issue prolétarienne ?

L'expérience italienne d'abord, celle de l'Allemagne ensuite, ne fait que confirmer l'essence du marxisme. Cette confirmation trouve sa forme la plus achevée en Allemagne où la social démocratie détenait les postes fondamentaux de l'appareil de l'Etat. Pour l'Italie, on aurait pu dire que l'expérience n'était pas complète du fait qu'avant la marche sur Rome, les gouvernements étaient constitués toujours en dehors de la participation socialiste. La mobilisation du prolétariat, comme nous n'avons déjà dit - pour la défense de Weiman et pour l'accentuation de ses caractères démocratiques - s'était déjà faite en 1922. Et c'est dans cette position principielle que réside à notre avis l'incapacité du P.C. en 1923 à diriger le prolétariat vers la révolution.

En 1930, lorsque les conditions s'étaient produites pour le déclanchement de la poussée fasciste, l'on vit E.Muller céder sans aucune résistance le gouvernement à Bruning, et ceci au sein d'un Parlement de gauche élu en 1928. La signification historique des cabinets présidentiels Bruning de 1930 à 1932 est celle des préparations des conditions politiques permettant l'accession du fascisme au pouvoir. Il est évident que la première condition nécessaire pour l'ascension du fascisme au pouvoir, consistait dans l'immobilisation du prolétariat.

Comment cette dernière se réalisa-t-elle dans les faits ? Brüning, aussitôt au pouvoir, la défense de la démocratie devint l'enjeu de toute la lutte en Allemagne. Et cette lutte se concrétisa surtout dans la défense de la Prusse. Le gouvernement prussien parada alors avec des mesures "énergiques" à l'égard de la défense de la démocratie, et à cet effet, des "socialistes à poigne" prirent la direction du Ministère de l'Intérieur en Prusse et de la Préfecture de Police à Berlin.

En liaison avec les concessions du Parti du Centre aux Sociaistes en Prusse, se déterminait l'appui des socialistes au Parti du Centre au Reischtag et.... et le régime des cabinets Présidentiels vit le jour. La fonction de Brüning apparait aujourd'hui clairement comme celle du fourrier du fascisme. Il réalisa cette partie du programme réactionnaire qui est encore compatible avec des vestiges Weimariens. Avec le régime des décrets de détresse, il rétrécit petit à petit les conditions de vie des travailleurs et réalise la passivité du prolétariat. En outre la social-démocratie en arrive à voter la confiance à Brüning afin de sauvegarder l'intangibilité de la Constitution Démocratique sur laquelle "veillait" le régime Bruning-Braun. Et enfin, ainsi que pour la transmission du pouvoir de E. Muller à Bruning en 1930, nous assistons en 1932 à un passage identique du pouvoir de Brüning à Von Papen et immédiatement après, de Severing au Commissaire du Reich.

Une équipe donnée cède le pouvoir à l'autre, laquelle a pour fonction de réaliser les conditions pour la phase supérieure qui est celle de l'attaque fasciste. Et cela se vérifie sans le moindre heurt, abstraction faite de la gymnastique théatrale de Severing qui ne sort du Ministère Prussien qu'après la présentation de 2 agents de police.

L'on constate que dans cette période, la social démocratie s'efface comme une force sociale dont la fonction est épuisée provisoirement et qui ouvre enfin la porte à son successeur.

. L'élection de Mars 1932 confirme que l'évolution de la bourgeoisie de la forme démocratique, au fascisme, ne s'opère nullement sur le plan d'une opposition foncière entre ces deux formes d'organisation capitaliste : les social-démocrates assurent l'élection de Hindenbourg qui est même reçu au chant de l'Internationale.

Et c'est ce même Hindenbourg qui appelle Hitler au gouvernement juste au moment des revers électoraux des nazis, au moment où il apparait que sur le plan électoral, seul, il n'est pas possible d'instaurer le fascisme au pouvoir.

Toujours, l'élément fondamental est représenté par le prolétariat. En 1930, celui-ci était encore trop fort, il était nécessaire de le paralyser pendant deux années et de lui insuffler une confiance dans les méthodes démocratiques, pour se préserver de la victoire du fascisme.

Pourquoi, à notre avis, la défense de cette démocratie devait-elle inévitablement aboutir à l'immobilisation du prolétariat? Voilà ce que nous démontrerons.

La démocratie ne pouvait se dissocier des décrets de famine ; ces deux termes : <u>démocratie et décrets de détresse</u> étaient indissolublement liés l'un à l'autre. Etait-il possible d'opérer une dissociation ? Oui, mais à la condition de déplacer l'axe de la lutte prolétarienne, de la faire sortir du cadre de son rapport avec l'Etat et de la mettre sur le plan de classe de l'action du prolétariat. Tout le problème devait donc subir une modification radicale.

L'appel au prolétariat pour défendre l'Etat démocratique signifiait le ligotement du prolétariat devant l'attaque fasciste, dont le triomphe des décrets de famine. L'appel que le P.C.A. aurait dû faire en ce moment à la social démocratie pour établir une lutte commune pour la défense de l'Etat démocratique, au lieu de comporter un impossible déplacement de la social-démocratie de son rôle historique aurait signifié l'abandon des bases de classe du prolétariat. Car, comme nous l'avons indiqué, lorsque le problème de l'Etat se pose, même dans son sens opposé de précipice vers le fascisme, il n'est possible de garder une position de classe qu'à la seule condition de ne pas donner son adhésion à la défense de n'importe quelle forme de domination de l'Etat capitaliste.

On peut ajouter que la S.D. apparait comme une force capable et même indispensable au capitalisme pour arriver au fascisme, mais elle n'est nullement une force capable de lutter contre le fascisme. La S.D. pourra être violentée par les fascistes, mais il n'en restera pas moins vrai que le fait des violences subies ne modifiera en rien la fonction que les assassins de 1919 ont eu, ont et qu'ils auront à l'avenir.

Lorsque les conditions se présentent pour l'organisation fasciste de la société, les luttes pour les revendications immédiates fournissent la base pour rassembler le front prolétarien; celui-ci du fait même qu'il va s'opposer au programme spécifique du fascisme (suppression de toute lutte ouvrière) attaque de front le capitalisme, menace directement le pouvoir même de la classe dominante et ne peut aboutir qu'à l'insurrection prolétarienne. Cette dernière solution est la seule voie de salut, pour le prolétariat contre le fascisme, qui apparait lorsque le problème se pose concrètement: ou bien l'écrasement de toute organisation de classe du prolétariat ou bien l'anéantissement de la classe capitaliste: aucune solution intermédiaire n'est possible.

Nous avons toujours combattu pour la réalisation de ce front de classe sur la base des organisations spécifiquement unitaires que sont les organisations syndicales, ainsi que pour la défense des intérêts immédiats des ouvriers et des libertés qu'ils avaient arrachés au capitalisme.

o

o o

FRONT UNIQUE

Il est peut-être encore trop tôt pour dissiper tout le brouillard dont est enveloppé la conception du front unique, telle qu'elle fut définie au 5e Congrès. Nous rappelons qu'au 3me Congrès, qui fut convoqué après le putsch de Mars 1921, le problème central était celui du développement de la révolution dans la situation du mouvement ouvrier, où comme l'on sait la S.D. conservait encore de très solides positions.

A ce moment, la délégation du P.C.I. se solidarisa avec la délégation Autrichienne et Française sur la base de la théorie appelée "théorie de l'offensive" suivant laquelle des détachements armés d'ouvriers d'avant-garde auraient fait précipiter les mouvements de classe vers la révolution. Le cde Bordiga s'est désolidarisé de cette théorie et avec Lénine admit la nécessité de l'action des masses pour le succès du mouvement révolutionnaire. Il est parfaitement exact qu'une divergence exista avec Lénine, à cette époque, divergence que nous revendiquons encore aujourd'hui. En effet, la théorie "de la conquête des masses" devait comporter une orientation du Parti, qui faisait dépendre de la nécessité de la conquête des masses, soit la nature de la politique (gouvernement ouvrier et paysan) soit l'organisation même du Parti (admission dans son sein des tronçons d'autres partis ouvriers). La formule préconisée par le cde Bordiga

(d'influence croissante du Parti sur les masses) contenait en elle-même la notion de la sauvegarde de l'action politique indépendante du P.C. Mais le problème du front unique en lui-même, au 4e Congrès, où l'on parlait de son aboutissement dans le gouvernement ouvrier et paysan, au 5e Congrès où l'on parlait du front unique par la base, et par la suite où l'on a considéré la réalisation du front unique au travers d'organismes hybrides genre "comité de lutte" "comité d'action", "comité de grève", "antifasciste", etc... est resté un problème insoluble, une espèce de sphynx dont tout le monde a une conception particulière et qui a servi admirablement bien au déploiement d'une vaine phraséologie alors qu'en réalité le travail réel des masses n'a jamais pu être développé.

Nous croyons inutile d'établir une analyse philologique pour déterminer la signification du front unique, mais il est parfaitement évident que, pour les ouvriers, front unique signifie action commune entre organisations qui se reconnaissent aptes à mener une lutte déterminée. Affirmer par exemple que le P.C. peut établir un accord avec le Parti socialiste, signifie reconnaître ce dernier capable de mener cette lutte. Evidemment, sur le terrain des principes, il a toujours été dit que l'on était persuadé que le parti socialiste était une organisation ayant trahi les intérêts du prolétariat, et que les propositions du front unique étaient faites afin de faire comprendre cette trahison aux ouvriers social démocrates.

Cependant, il faut bien établir le dénouement des mouvements de classe. Pour ce qui concerne les ouvriers socialistes et les masses influencées par le parti socialiste, il ne s'agit nullement d'une simple influence de certains chefs sur eux, mais bien au contraire, il s'agit de la part de ces ouvriers et de ces masses d'une conception non-révolutionnaire de la lutte des classes, d'un état d'esprit extrêmement confus et se prêtant à la canalisation réformiste.

Par conséquent, il est clair que le passage de ces ouvriers socialistes et des masses en général vers la conception révolutionnaire de lutte, ne peut être que le résultat des expériences de classe, lesquelles peuvent seules contribuer à la formation d'une véritable conscience de classe. Ici, surgit le problème de la tactique que le P.C. doit employer pour déterminer et favoriser la formation de cette conscience de classe, ce qui nous paraît être le problème fondamental du front unique.

A notre avis, les données essentielles sont les suivantes : les masses parviennent à acquérir une compréhension supérieure de la lutte des classes, en fonction exclusive des expériences de classe; ces expériences peuvent se

concrétiser exclusivement dans l'élargissement de l'influence du Parti, ce dernier peut se développer à la seule condition de se renforcer idéologiquement et politiquement. Ces trois conditions sont, à notre avis, annulées dans toutes les positions de front unique qui ont été préconisées au sein de l'I.C. et dans l'Opposition de Gauche.

Lorsque des conditions objectivement favorables se présentent pour la lutte prolétarienne, le problème qui apparait est le suivant : le P.C. n'a pas assez d'influence pour diriger cette lutte et le P.S. qui a l'influence prédominante veut diriger la lutte vers la capitulation.

Encore une fois, la solution apparamment la plus facile est celle qui ne résoud pas le problème. Proposer l'action commune au P.S. signifie faire croire aux ouvriers qu'il ne s'agit pas de développer leur conscience de classe, de briser avec des traditions qui les ligotent, de comprendre la nécessité d'autres méthodes de lutte, mais que l'essentiel consiste à atteindre l'issue des pourparlers entre les 2 partis, daen retirer la conclusion que le P.S. est un parti de traitres et de souscrire en fin de compte à la capacité de combat que le parti aurait ainsi prouvé. Au fond, cette conception de la lutte des classes prouve que, malgré les proclamations au sujet du marxisme, beaucoup de militants conçoivent la lutte de classe comme un mouvement tamisé dans son déroulement, qui mettrait en évidence les chefs révolutionnaires, rejetterait les traitres et ferait tomber les autres parmi l'ivraie, celle-ci étant composée par les masses qui n'auraient dans la lutte qu'une position surtout passive. Or, à notre avis, nous le répétons, ce qui est fondamental dans la lutte, c'est la formation de la conscience révolutionnaire des masses, et il ne revient nullement au parti, la fonction de déterminer le tamisage du cours de la lutte avec d'autres partis, car, bien au contraire, le parti doit choisir cette tactique qui détermine un maximum de clarté et qui pose son assise sur des bases de classe.

Les organisations syndicales représentent cette base de classe nécessaire pour l'unité de la lutte et elles sont au surplus susceptible de contenir toutes ces revendications de la lutte qui sont à la fois compatibles avec le rôle et la fonction du P.C. et aussi avec le programme affiché par les dirigeants S.D. des syndicats. Il existe donc la possibilité de déterminer des pourparlers, une plate forme commune, un comité commun, pour des actions déterminées entre les formations du P.C. et des autres partis ouvriers qui agissent au sein des syndicats..

Au surplus, une des conditions du front unique consiste dans le fait que les objectifs de ce dernier soient compatibles avec l'idéologie des ouvriers socialistes. Or, cela n'est concevable que sur le terrain syndical et sur la base de mots d'ordre qui contiennent les possibilités de livrer des luttes pour les revendications partielles, économiques et politiques de la classe ouvrière.

En dehors de cette conception de front unique, les autres modalités ne sont que vaine gymnastique phraséologique sans aucune relation réelle avec la lutte des classes, et bien souvent elles démontrent la conception platement manoeuvrière des chefs du P.C. au lieu de démontrer leur capacité politique.

Sur le terrain des faits, depuis bientôt 10 ans que l'on cause du front unique, il n'existe qu'une seule expérience réalisée et c'est celle de l'Alliance du Travail (Alleanza del Lavoro) en Italie.

° °

LE FRONT UNIQUE ET LES EVENEMENTS EN ALLEMAGNE

Tel que nous l'avons expliqué, le front unique acquiert donc une importance capitale pour la tactique à appliquer dans la période qui précède l'insurrection prolétarienne. Ce sont les faits eux-mêmes qui ont fait que notre Fraction ait été la première qui, à l'échelle internationale, ait soulevé le problème du front unique. En effet, immédiatement après la fondation du P.C.I. en 1921, avant le 3me Congrès de l'I.C., la direction du P.C.I. conceva et élabora une tactique de front unique syndical. Il appartient évidemment à toutes les girouettes qui pullulent dans les cadres dirigeants de l'Opposition Internationale de Gauche de présenter notre Fraction comme l'adversaire du front unique, alors que "l'hérétique Bordiga" a été le premier à formuler cette conception.

L'évolution du capitalisme vers sa nouvelle organisation sociale : le fascisme, pose sous un angle fondamental les problèmes des revendications partielles des ouvriers.

Nous avons déjà indiqué que l'heure du fascisme arrive lorsque les conditions économiques poussent le capitalisme à réduire à leur infime expression les conditions de vie des travailleurs. Nous avons aussi expliqué que le prolétariat ne peut lutter efficacement contre le fascisme qu'à la condition de ne pas orienter la défense de ses intérêts vers la défense de l'Etat démocratique. Il s'agit maintenant de mettre en évidence le fait que cette évolution du capitalisme vers le fascisme se produit lorsque les masses ouvrières sont encore en grande partie sous l'influence d'un parti bourgeois : la social démocratie qui, par surcroît, contrôle et dirige les

organisations syndicales. Le P.C. doit donc résoudre le double problème de la mobilisation des masses pour la lutte, et de la destruction de l'influence de la social-démocratie parmi les masses.

Depuis 1930, en Allemagne, les conditions de vie des ouvriers ont baissé d'environ 60 %. En même temps, toutes les libertés ouvrières ont été triturées, abolies partiellement et aujourd'hui supprimées par la force. Depuis cette époque, nous avons préconisé la nécessité pour le P.C. d'élaborer un plan général de défense des intérêts de la classe ouvrière, un système de mots d'ordre pour la défense des salaires, des chômeurs, des organisations de classe, d'établir une tactique qui, s'appuyant sur les luttes partielles des ouvriers, aurait déterminé un approfondissement de ces dernières, pour parvenir à la mobilisation du prolétariat allemand ; à la grève générale.

Ainsi le Parti, sur cette base, par le canal de ses fractions syndicales, de ses comités syndiqaux d'industrie, aurait dû faire des propositions concrètes et précises aux formations syndicales de la S.D.

On nous répondra très facilement que la scission syndicale, l'Opposition Syndicale Révolutionnaire, l'abandon par le P.C. des syndicats, que tout cela rend en réalité impossible toute tactique de front unique. A quoi nous répliquons que la lutte contre le fascisme n'étant possible que sur la base de la mobilisation du prolétariat, par les grèves partielles et par les grèves générales sur la base des organisations syndicales, rien n'aurait été obtenu en se dirigeant vers une autre voie.

En l'espèce, la tactique des "Comités de lutte antifascistes" ne pouvait aboutir qu'à une parodie du "Front rouge", qu'à des constructions d'organisations éphémères, lesquelles, du fait qu'elles n'émanaient pas du mouvement de la lutte des classes, au lieu de soulever le moral de lutte du prolétariat, ne pouvaient que décourager ce dernier.

Pour en venir à la situation actuelle, notre conception de front unique trouve dans les conditions d'aujourd'hui sa vérification suprême. Le P.C.A. a donc renoncé à sa fonction, car il abandonne sa liberté de critique pour la réalisation du front unique antifasciste et l'Opposition de Gauche constate une fois de plus que le Parti a accepté ses positions.

Mais le problème se pose ainsi : sur quelles bases va se réaliser le front unique ? Renverser le gouvernement Hitler ? Pour le remplacer par quoi ? Car il serait impossible d'amener les masses à une lutte sanglante, sans aucune perspective qui dépasse le cadre limité du gouvernement Hitler. Si des "caporaux" croient pouvoir mobiliser des millions d'ouvriers, les engager dans une simple lutte sous le mot d'ordre "A bas Hitler", sans dire ce que nous voulons par après, alors ces

caporaux peuvent rester à leur place actuelle : de petits manoeuvriers stratèges de luttes qu'on ne mène pas. Et si ce front unique devait contenir un accord pour l'étape suivante, pour telle ou telle formation gouvernementale, alors évidemment ce front unique comporterait au premier chef, la liquidation du Parti de classe du prolétariat.

Sinon sur la base de : "lutte pour le renversement du gouvernement Hitler ", le front unique pourrait s'établir sur la base de la défense des institutions de classe, des salaires, de la reconquête des libertés de presse, réunions, etc... c'est-à-dire sur un ensemble de positions qui ne contiennent pas le problème de l'Etat et alors il est évident que c'est seulement sur la base syndicale que ce front unique pourra se réaliser.

Notre Fraction a aussi préconisé, internationalement, une tactique de front unique entre les deux centrales syndicales. Et nous n'avons qu'à répéter actuellement ce qu'en 1926, nous avons dit, lors de la grève des mineurs anglais, à propos de l'utilité de la constitution d'un Comité international s'appuyant sur les centrales nationales syndicales et sur les internationales d'Industries, afin de mobiliser le prolétariat international au service de la classe ouvrière anglaise.

LE CENTRISME ET LES EVENEMENTS ALLEMANDS.

Les positions essentielles du centrisme, en face de la montée du fascisme, ont été les suivantes :

1 - rupture avec les principes internationalistes du marxisme et programme du "National-Communisme" pour la lutte contre Versailles;

2 - rupture avec les principes de la lutte des classes et politique de scission syndicale.

Il est caractéristique que la théorie du social-fascisme ait surgi en même temps que la poussée fasciste, comme pour donner un cachet théorique à toute cette politique qui devait immobiliser le Parti dans la tragique conjoncture nouvelle.

La définition de la fonction historique du centrisme que nous avions donné s'est vérifiée pleinement en Allemagne. En effet, le centrisme a représenté cette force qui a privé les masses de leur avant-garde communiste, qui a mis le Parti dans l'impossibilité totale d'agir, pendant les évènements.

Il est d'autant plus nécessaire de tirer des enseignements définitifs de la fonction du centrisme à l'échelle internationale, que le P.C. allemand était le Parti communiste le plus fort de l'Internationale après le P.C.R., qu'il avait une influence prédominante dans les centres fondamentaux de l'Allemagne, qu'il se trouvait donc dans la possibilité d'agir efficacement. La fonction du centrisme ressort d'autant plus clairement que - pour les raisons que nous avons expliquées - l'Allemagne se trouve être le pont de rattachement entre la révolution russe et la victoire révolutionnaire dans les autres pays.

Or, c'est précisément au même moment où s'accusenla poussée fasciste en Allemagne, qu'en Russie, l'on entre dans la voie "triomphante" des plans quinquennaux pour la construction du socialisme. Du temps de Lénine, il nous avait été appris à concevoir une correspondance entre la marche ascendante de la réalisation du socialisme en Russie et les succès révolutionnaires dans les autres pays. C'est cette notion fondamentale que Lénine mit en évidence en 1921 après le recul révolutionnaire (Allemagne, Hongrie, Italie), pour justifier théoriquement la Nep. Le centrisme renverse le problème et il se présente comme cette force politique qui abandonne à l'ennemi les prolétariats des différents pays, pour recevoir en échange la possibilité de réaliser les plans quinquennaux.

Il est évident que nous ne concevons nullement cela au point de vue formel et personnel d'un marché entre Staline et le capitalisme. Mais nous essayons d'expliquer la fonction sociale du centrisme au cours des évènements, pour en retirer des indications sur son rôle futur. On peut affirmer que la victoire du fascisme en Allemagne marque la rupture du cours révolutionnaire qui s'était déclaré en 1917 et qui pouvait se conclure dans la victoire du prolétariat mondial. Cette victoire marque aussi, l'autre bifurcation vers l'issue capitaliste aux situations actuelles, vers la guerre.

Cependant, la position internationale du centrisme, a été d'isoler totalement le prolétariat allemand. D'ailleurs, les évènements d'Allemagne ne fournissaient matière, pour les bureaucrates , qu'à des reportages accidentels et de troisième ordre; par contre, les évènements passés et correspondants en Italie avaient à plusieurs reprises, appelé l'attention de l'I.C. et des P.C.

La construction d'une usine en U.R.S.S. ou une phase quelconque de la réalisation du plan quinquennal étaient présentées par le stalinisme au prolétariat international, comme un évènement d'une extrême importance, à tel point que les ouvriers des P.C. en étaient arrivés à la conclusion que tout devait être sacrifié à la réalisation de ces plans.

Au point de vue de la politique en Allemagne, le discours de Remmelé au Reischtag en I93I, les affirmations de Thaelman sur la trahison de la bourgeoisie dans sa lutte contre Versailles, le Communisme national, la scission syndicale, le plébiscite Rouge, toutes ces positions politiques ne peuvent être coordonnées que dans le cadre bien déterminé de la fonction spécifique du centrisme. Il ne s'agit plus de telle ou telle déviation, de telle ou telle erreur, mais il s'agit du développement d'une politique greffée sur une force sociale, qui devait enlever au P.C. la possibilité de lutter contre le fascisme, qui devait mettre ce parti dans la position qui aurait permis au capitalisme allemand et international de parvenir à ses buts.

D'ailleurs, la position du centrisme devait trouver une nouvelle confirmation, lors de l'accession du fascisme au pouvoir et lors du déclanchement de la terreur contre le prolétariat et ses organisations. L'I.C. n'a pas soufflé mot. En réponse à l'appel de l'I.S.S., l'Internationale Communiste a répondu par une déclaration dans laquelle elle nie la nécessité d'une lutte internationale contre le fascisme. De plus, elle ne s'affirme plus comme une internationale mais se présente comme une fédération qui donne simplement des directives aux Partis, et des directives qui ne signifient pas autre chose que la liquidation de ces derniers. En effet, cette culbute dans la politique du front unique, qui vient après l'époque du socialfascisme, ne trouve aucune justification dans les textes de l'I.C. Ces textes ayant toujours mis comme condition de front unique la liberté de polémique et de critique. Cette liberté est la condition même de la vie et de la fonction du Parti.

En définitive, l'I.C., lorsque le Parti le plus fort se trouve avec le couteau sur la gorge, lorsque des millions d'ouvriers sont menacés dans leur existence, lorsque la terreur fasciste s'implante dans le pays le plus industrialisé d'Europe, l'I.C. se tait et lorsqu'elle est tirée par les cheveux par l'Internationale des traitres, elle lance un appel proclamant sa non existence et conseillant aux P.C. de renoncer à leur rôle et fonction historique.

Cette contingence historique a sonné la mort de l'I.C. et il est certain que le centrisme dont la politique a permis la la victoire du fascisme, se présentera dans les évènements à venir comme une force qui essayera de ligoter le prolétariat mondial, permettant le succès total du capitalisme en Russie même

PERSPECTIVES

Les marxistes, en évaluant les évènements d'Allemagne, n'en concluent certainement pas que le fascisme est le prémisse fatal de la guerre en fonction des caractéristiques de brutalité, de terrorisme et de sa soif de guerre etc.... Selon la caractéristique que nous avons donné du fascisme, nous concevons celui-ci comme cette forme d'organisation de la société capitaliste qui parvient à emprisonner, par la terreur, la lutte de classe, pour la faire tomber vers la guerre. L'idéologie dont Mussolini par exemple, est parvenu à envelopper son régime de terreur est celle que "l'Italie étant une Nation prolétarienne, toute lutte interne est une lutte fratricide et la collaboration et le bloc sont indispensables pour faire monter cette Nation prolétarienne au grade des Nations qui se sont enrichies pendant la guerre.

Les marxistes conçoivent très bien aussi qu'une autre organisation de la société capitaliste, celle dite "démocratique" peut également conduire à la guerre : il n'y aura que changement de formules, de masques et de drapeaux, et la bourgeoisie qui par ses conditions économiques, peut encore laisser debout des vestiges de liberté démocratique pourra appeler le prolétariat à la guerre au nom de la "démocratie" et pour la lutte contre les Etats fascistes.

L'Etat soviétique, devant la constellation des brigands - qu'ils soient fascistes ou démocrates - n'a pas à choisir; il doit rester lepôle de concentration mondiale, il doit le rester même, si par les circonstances de la guerre et du fait qu'il est le seul état prolétarien, il est obligé d'entrer provisoirement dans l'une ou l'autre coalition des impérialismes. Mais une telle position de l'U.R.S.S. est inconcevable avec le centrisme.

Celui-ci a proclamé au prolétariat international que la voie pour l'instauration du communisme mondial était celle bornée d'un côté par le socialisme triomphant en U.R.S.S. et de l'autre côté par l'écrasement des prolétariats des autres pays.

C'est-dire que le centrisme a supprimé le rôle fondamental que pouvait jouer l'Etat russe en cas de guerre, que l'Etat soviétique au lieu d'être le front d'appui du prolétariat mondial, n'est devenu qu'un élément à la disposition de l'un ou l'autre groupe des impérialismes. Dès maintenant, il faut envisager comme seule issue à la situation celle qui portera le centrisme à trahir les intérêts du prolétariat révolutionnaire et, en cas de guerre, à justifier la position que prendra la Russie. Il faut se préparer aussi à l'éventualité d'une perspective qui paraitrait ressortir de la position que la Russie a eu dans les délibérations de la Conférence du Désarmement.

Il serait faux de considérer cette Conférence comme étant appelée à servir à illusionner uniquement les masses sur la possibilité d'une solution pacifique au problème des antagonismes impérialistes. Au contraire, cette Conférence a toujours fourni d'occasion pour la détermination de blocs impérialistes selon les nécessités territoriales navales et militaires pour arracher à l'adversaire telle ou telle autre spécialité d'arme.

Il est à remarquer que la Russie a abandonné sa position primitive de simple disposition tendant à démasquer l'impérialisme mondial; elle a abandonné son projet de désarmement intégral et a accédé aux formations impérialistes particulières qui se déterminaient au sein de la Conférence. Et en général, sa position a été contigüe à celle de l'Italie et de l'Allemagne.

Il est évident que ce ne fut pas une simple manoeuvre de l'U.R.S.S., manoeuvre à son avantage, mais que ce fut bien le contraire.

Tout récemment, la politique de la Russie semble évoluer vers une autre direction, vers un accord avec la France. Mais il est fort probable qu'à la longue, ce sera le bloc des Etats fascistes qui pourra se prévaloir d'une alliance avec la Russie (I)

o o o

POUR LES FRACTIONS DE GAUCHE

L'Opposition Internationale de gauche (Bolchéviks-Léninistes) avait abordé les évènements allemands sur la base des deux positions essentielles suivantes : 1° la victoire prolétarienne est possible, même avec la direction de Thaelmann. 2° Pour cette victoire, la seule voie est celle du front unique avec la social-démocratie.

Sur le terrain allemand, la scission politique au sein du Leninbund, s'était complétée par une scission sur des bases personnelles en Octobre 1931, c'est-à-dire qu'au point de vue politique et au point de vue personnel, on avait réalisé des meilleures conditions pour le "succès" de l'Opposition. Or, juste à la veille de l'accession de Hitler au pouvoir, de la chute rapide du centrisme vers sa faillite, les cadres

---

(I) Dans une prochaine étude, nous traiterons des problèmes de l'U.R.S.S. afin de contribuer à la discussion internationale.

dirigeants de cette opposition capitulent. Quand on se demande les raisons de cette désagrégation de l'Opposition, qui aurait dû trouver une force nouvelle dans le dénouement des situations, on ne peut répondre qu'en analysant les fondements sur lesquels elle s'était basée. La victoire révolutionnaire n'est possible que sous la direction d'un P.C. Le centrisme a enlevé au parti la capacité de guider la révolution. Il appartient désormais aux fractions de gauche de reconstituer l'organisme pour la révolution. La fraction de gauche s'identifiera-t-elle avec l'organisation des partis actuels ? Devra-t-elle recourir à la formation d'un 2me Parti ? Problèmes qui sont impossible à résoudre par avance. Car cela dépend du rythme suivi par les évènements dans les changements des conjonctures à venir et de l'influence de la Fraction au sein du Parti. Mais ce qui est absolument clair aujourd'hui, c'est que seule la Fraction de gauche pourra reconstruire le parti de la révolution.

Au point de vue de la fixation de la tactique, le problème reste encore à déterminer et les évènements d'Allemagne où la social-démocratie a accouché le fascisme, après avoir détenu les postes fondamentaux de l'Etat, ces évènements opposent le plus brutal démenti à ceux qui voulaient trouver la voie du salut par un bloc avec la social-démocratie.

Enfin, le problème des rapports entre un Etat ouvrier isolé et la lutte du prolétariat mondial, reste encore à résoudre. Il faut rompre avec le système qui donne pour acquises des solutions qui n'ont pas encore été trouvées. Il faut rompre avec le système des scissions qui se vérifient pour des questions personnelles et jamais pour des questions de principe, et qui compliquent le travail de formation des fractions de gauche. Les évènements d'Allemagne offrent l'occasion pour repérer la fonction des forces qui agissent dans le mouvement prolétarien, dans l'intérêt pu à l'avantage du capitalisme. Ce bilan cruel qui trouvait son point de départ dans l'avortement de la révolutio d'Octobre 1919, qui s'était accru d'une nouvelle défaite révolutionnaire en 1923 et qui menace de se conclure par l'écrasement du prolétariat allemand, ce bilan est devant nous. Le comprendre dans son intégrité signifie réaliser les conditions immédiates pour la reprise et l'exploitation des possibilités révolutionnaires encore existantes pour garder la Russie Soviétiste au prolétariat mondial. Et pour le comprendre, il n'y a qu'une seule voie : la confrontation la plus profonde des expériences prolétariennes qu'incarnent les groupes de gauche existant dans le mouvement communiste, afin de créer dans chaque pays, les fractions de gauche qui sont appelées à reconstruire demain l'Internationale Communiste.

VERCESI.

LA NECESSITE DE LA FRACTION DE GAUCHE DU PARTI COMMUNISTE

Nous publions ici une partie de la lettre adressée par notre C.E.à la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique. Elle traite d'un problème général et il nous apparait utile de soumettre à la discussion internationale cette contribution à la précisation de la nécessité des fractions de gauche des partis communistes.

La nécessité de la fraction de gauche du P.C.B.

Votre groupe a déclaré, à plusieurs reprises, que la divergence entre la possibilité de redresser ou non le parti, entre la politique d'opposition et celle du 2ème parti, entre la politique d'opposition et celle de "fraction indépendante", que toutes ces divergences n'ont pas au point de vue pratique, une importance primordiale. En effet, il est certain que, quelles que soient l'étiquette et la figure, pour les groupements qui agissent dans l'intention de régénérer le mouvement communiste, au point de vue pratique et immédiat, les conséquences ne sont guères différentes.

Votre déclaration nous parait être en contradiction avec la position de la "fraction indépendante" que vous défendez, puisque vous-mêmes commencez par constater que même en se déclarant prêts à agir pour remplacer le parti, on ne se trouve pas, en réalité, dans les conditions de pouvoir le faire. Et si vous vouliez prétexter de la faiblesse de vos forces actuelles, laquelle faiblesse vous empêcherait aujourd'hui de remplacer le parti, l'expérience de 1927-28 est là pour vous prouver que lorsque la majorité du parti était derrière vous, vous n'avez nullement remplacé le parti, mais au contraire, vous vous êtes désagrégés. Et à cette époque, pas de doute possible, vous suiviez la voie de la fraction indépendante appuyés à ce sujet par l'autorité du Cde Trotzky, lequel avait admis la possibilité pour la création du 2ème parti en Belgique. Si les causes de la désagrégation pouvaient être attribuées à d'autres facteurs que celui que nous indiquons, il est indiscutable que l'anémie idéologique et politique de votre groupe dépendit du fait que sa base même n'était nullement établie par la proclamation de la "fraction indépendante."

Au point de vue négatif, il est extrêmement facile de démontrer l'impossibilité de former une fraction du parti communiste, ou du moins l'incapacité pour la fraction d'obtenir actuellement des résultats dans une telle direction. Mais le marxisme n'est nullement cette méthode qui se fonde sur la constatation de telle ou telle impossibilité, pour en faire ressortir la seule possibilité logique. Le marxisme est cette méthode qui nous permet d'expliquer ces impossibilités pour déterminer ensuite la base de notre action qui doit tendre à ne pas nous isoler des réactions qui se produisent à l'intérieur du parti. Si nous n'établissons pas cette orientation, nous n'aurons fait que joindre à l'impossibilité occasionnelle de faire agir les fractions, l'autre impossibilité de les forger.

Pour la classe capitaliste, l'importance de la fonction du parti est évidemment secondaire du fait que la bourgeoisie possède l'appareil de l'état, ce qui explique aussi au point de vue théorique une gestion sociale contrôlée uniquement par le fascisme. Il en est tout autrement pour la classe prolétarienne. Pour celle-ci le parti est la seule forme de son expression politique, à tel point que l'on peut sans crainte affirmer que, en tant que facteur de détermination de l'évolution des évènements, la classe prolétarienne existe à la seule condition d'avoir à sa tête un parti qui se démontre capable de devenir son guide pour l'insurrection et pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

Evolution des évènements de classe vers l'issue révolutionnaire et aptitudes du parti à guider le prolétariat vont de pair, de même que dans tout mouvement de classe la condition pour la victoire du prolétariat consiste surtout dans l'élévation du degré de conscience politique et théorique du parti, dans le perfectionnement des ressorts de cet organisme qui, seul, est capable de donner une expression réelle et historique au prolétariat. Ce qui nous mène à affirmer que, lors d'un accroissement de l'activité et de l'influence du parti, si nous ne constatons pas un renforcement idéologique du parti, au lieu de progresser cela indiquera au contraire, notre incapacité à profiter des mouvements issus des contradictions sur lesquelles se base le régime capitaliste.

Le parti s'assigne comme but celui de représenter les intérêts suprêmes de la classe et y parvient dans la mesure où il résout les problèmes propres des situations intermédiaires qui précèdent le précipice des antagonismes sociaux vers la révolution.

La victoire de l'opportunisme enlève au parti - ainsi transformé - la capacité de guider le prolétariat à la révolution, mais ne supprime pas, en même temps, la position de classe du parti; le parti la perd alors qu'il prend position dans l'intérêt d'une autre classe. Entre temps un processus très compliqué s'opère et ici s'affirme le rôle des fractions qui restent une expression de la lutte des classes et le facteur de leur évolution à la seule condition de se diriger vers le milieu donné, vers ce milieu de classe où se manifestent les frictions entre le prolétariat et l'opportunisme, ces mêmes frictions qui deviendront demain un heurt de classe, lorsque l'opportunisme prendra sa place parmi les forces de l'ennemi capitaliste.

Seule cette oeuvre difficile nous permet de rester l'expression de la lutte des classes.

S'en écarter, se diriger dans une autre direction, signifie à notre avis, méconnaitre les bases fondamentales du marxisme et du communisme et s'exposer aux déceptions que l'opposition a connues en Belgique et dans les autre pays.

Ces considérations générales sur le parti doivent se greffer sur les conditions historiques des situations particulières. Ainsi, à l'époque de la pleine expansion du capitalisme, lors de la Première Internationale, les difficultés idéologiques et politiques étaient d'une telle ampleur que même la génialité profonde de Marx et Engels ne parvient pas à résoudre les problèmes de l'organisation en classe du prolétariat et le Congrès de la Haye, en décidant le transfert du Conseil Général en Amérique, signait en fait la fin de l'Internationale. A l'époque de la 2ème Internationale, les conditions existaient pour la formation des partis et des syndicats. Mais l'inexistence d'une solution marxiste du problème de l'action du parti à l'égard de l'état capitaliste, et son corollaire consistant en un faux établissement des rapports entre les partis et les syndicats, ces défauts initiaux dûs aussi aux conditions historiques de l'époque, devaient par la suite porter les partis de la Deuxième Internationale à la trahison alorsque le génie de Lénine, en tout premier lieu, devait aider à la solution de ces mêmes problèmes en théorie et en fait pour le salut du mouvement communiste international.

La Troisième Internationale a légué dès sa fondation de nouveaux problèmes qu'il appartenait aux partis communistes de résoudre, faute de quoi ils devaient perdre la capacité de s'acquitter de la tâche grandiose qu'ils s'étaient assignée : de guide de la révolution mondiale. Ces problèmes nous paraissent être surtout ceux de la tactique du parti et ceux des rapports entre un Etat prolétarien et le mouvement révolutionnaire du monde entier. Nous rappelons ici que, dès la fondation de l'Internationale Communiste, le cde Bordiga proclama la nécessité de donner une solution aux problèmes de la tactique du parti, une fois que la notion même du parti avait été précisée dans les textes de la naissance de l'Internationale. S'il est vrai que, par après, cette notion du parti ait été bafouée dans la pratique, il n'en reste pas moins vrai que les notions initiales de l'Internationale sont définitives à ce sujet. Nous rappelons encore qu'à l'Exécutif élargi de Mars 1926, le cde Bordiga proclama l'urgence pour les autres partis de l'I.C. de venir en aide au P.C.R. Si celui-ci a fait énormément pour le prolétariat international, l'heure était venue pour les prolétariats des autres pays de soulager les difficultés énormes de la classe ouvrière Russe.

Même dans la phase ultime du mouvement ouvrier, dans la phase actuelle qui est celle qui précède l'ascension au pouvoir du prolétariat, les problèmes de la tactique et des relations entre l'Etat prolétarien et le mouvement ouvrier international (nous nous bornons évidemment à mentionner les problèmes qui nous paraissent les capitaux), ces problèmes ne peuvent être résolus que par un organisme qui pose ses sources dans le mécanisme de la lutte des classes et à l'endroit voulu. La tâche des partis communistes était celle de donner à ces problèmes la solution communiste et ils y auraient réussi, nullement par une oeuvre de littérature politique, mais dans la mesure où ils parvenaient à relier les luttes partielles des travailleurs avec le but suprême de l'extension de la

de la révolution russe aux autres pays. Le fait que les partis n'y aient pas réussi est à la base de la victoire du centrisme au sein de l'Internationale tout entière.

Au point de vue dialectique, il nous parait clair que c'est seulement en appuyant leur base sur ces organismes où la solution non communiste de ces problèmes a déterminé le succès du centrisme, en s'orientant vers les partis communistes que nous resterons en liaison avec les réactions prolétariennes à la politique de l'opportunisme.

Il est évidemment impossible de prédire dès aujourd'hui le cours des évènements et d'affirmer que nous devrons assister d'abord à la trahison de l'Internationale et des partis communistes pour pouvoir passer par après à l'édification des nouveaux partis. Mais il est d'ores et déjà certain (et c'est bien avec cette ferme conviction que nous avons fondé la fraction de gauche du P.C.I. en 1928, à la Conférence de Pantin), que le centrisme est la force qui portera à la trahison les partis communistes et que c'est seulement aux fractions que revient la tâche de compléter le patrimoine théorique du prolétariat par la résolution des problèmes que ~~xx fxxxxxxxxxx~~ l'Internationale ne pouvait pas résoudre dès sa naissance, et dont les partis avaient assumé la tâche.

Il nous parait vous avoir démontré que ce travail politique devient possible à la seule condition que les bases mêmes de l'organisme soient ancrées au sein même des partis communistes. Si l'on en sort volontairement, c'est qu'on proclame à l'avance que l'élaboration politique est indépendante du mouvement de classe et peut être l'attribut d'un cercle de littérature politique.

Mais une fois éclairci le problème général, il nous reste à voir la situation actuelle qui est justement caractérisée par l'impossibilité, pour les fractions de gauche, de poser leurs assises au sein des partis communistes, d'où est exclu tout élément qui n'obéit pas à l'infaillibilité de la ligne politique centriste. Encore une fois, il ne s'agit pas d'opposer la réaction la plus accentuée au régime intérieur du parti, mais il faut expliquer ce régime pour établir comment, malgré lui, nous pouvons nous maintenir en liaison avec le processus de la lutte de classe et être l'expression de l'avant-garde prolétarienne.

En tout premier lieu, il faut résoudre le problème de la fonction historique de l'opportunisme lorsqu'il a conquis la direction du parti. L'opportunisme a la fonction d'embrigader l'avant-garde prolétarienne - et par conséquent le prolétariat tout entier - de l'immobiliser, de la mettre dans l'impossibilité de construire le parti de la révolution.

Si la fonction de l'opportunisme est telle au sein de la 2ème, ainsi qu'au sein de la 3ème Internationale, les situations où ces deux Internationales ont agi, déterminent deux chemins différents de l'opportunisme qui sont dirigés vers une issue analogue.

La Troisième Internationale est dirigée par un parti qui contrôle un Etat prolétarien, qui reste tel tant que la relation entre les rapports de production et les rapports sociaux reste celle qui se base sur la socialisation des moyens fondamentaux de production. Un tel parti, et par conséquent une telle Internationale, se trouveront dans une situation qui ne peut pas être comparée à celle qui existait au sein des partis de la Deuxième Internationale . Ici la règle était la tolérance des fractions et la manoeuvre de l'opportunisme pour garder les fractions de gauche au sein des partis socialistes, ce qui aurait mis le prolétariat dans l'impossibilité de constituer son parti de classe lorsque cette situation s'est présentée après la trahison de 1914. Un parti d'Etat possède des relations directes avec le mécanisme de la production et la puissance du centrisme acquiert une force qui était inconnue aux états majors des partis socialistes. Ceux-ci pouvaient maintenir leur liaison avec le mouvement prolétarien, à la condition de garder dans leur sein les fractions de gauche qui représentaient les intérêts du mouvement révolutionnaire. Le centrisme peut accomplir à une fonction analogue à celle des états majors des partis socialistes, en s'identifiant avec l'état prolétarien, ce qui lui permet de contrôler l'avant-garde communiste et de se présenter même comme la seule expression du mouvement communiste. Les fractions de gauche peuvent dès lors être exclues et la grande majorité des ouvriers laissera s'accomplir cette expulsion pour éviter la formation de groupes au sein du parti, qui sont facilement présentés comme une menace à l'Etat prolétarien lui-même.

Cette situation spéciale de la Troisième Internationale a déjà déterminé grand nombre de capitulation qui viennent surtout de ce que des militants croient que l'essentiel c'est de garder la liaison organique avec les partis communistes, et qui n'ont pas compris que l'essentiel c'ést de construire l'organisme qui est appelé, par la nouvelle situation, à établir la solution communiste aux mêmes problèmes qui ont donné naissance au centrisme.

Une fois l'explication marxiste donnée à notre expulsion des partis communistes, il devient clair que tout en étant exclus des partis communistes, c'est seulement à la condition de travailler dans la direction de ces organismes que nous deviendrons aptes à accomplir notre tâche, que nous établirons les bases qui nous donneront la possibilité de développer une activité communiste. En effet, si nous regardons l'expérience de l'Opposition Internationale de Gauche, nous devons en conclure que le travail fondamental politique et organisatoire spécifique des fractions degauche, n'a certainement pas formé le contenu de l'activité de ces groupes. Les Oppositions se sont enlevé la possibilité d'agir dans la direction des fractions dès le moment où elles se sont assigné comme but celui de regresser les partis communistes sur la base même"de la direction de Lénine et Trotsky", alors que

les situations ont fait surgir de nouveaux problèmes, et ont fait surgir de plus la nécessité d'y apporter une solution pouvant garder la continuité avec "la direction de Lénine et Trotzky" à la seule condition de construire les fractions de gauche, les organismes indispensables pour cette tâche.

De tout ce qui précède, il nous paraît établi que la notion de "fraction indépendante" arrive à déterminer l'indépendance des fractions de gauche au seul milieu qui peut déterminer ses bases, et par ricochet du mouvement de classe même.

En nous excluant des partis communistes le centrisme nous enlève provisoirement la possibilité de nous relier organiquement avec le gros de l'avant-garde communiste. Mais puisque, malgré l'expulsion, nous ne renonçons pas à notre liaison avec les réactions de classe produites par la politique centriste, nous préparons les conditions pour rétablir cette liaison organique pour le jour où le précipice se déterminera et le centrisme en arrivera à l'aboutissement de sa politique, à la trahison du prolétariat. Nous serons portés à la résolution des problèmes propres du mouvement communiste à y concentrer tous nos efforts, à en faire l'aliment de notre action politique quotidienne.

Il est évident que nous ne nous figeons pas en une position formelle et que lors des mouvements de classe, nous concevons parfaitement une action indépendante de la fraction mais après avoir rejeté la responsabilité de cette action indépendante sur le centrisme et toujours en considérant cette activité non sur la ligne du développement croissant de l'action indépendante des fractions, mais sur la ligne du renforcement des fractions de gauche et de leur retour en tant que telles au sein des partis communistes.

Un dernier point nous reste à éclaircir. Celui relatif à la création du nouveau parti puisque c'est justement en Belgique que l'on a admis cette possibilité. A notre avis les conditions historiques pour la création du 2ème parti consistent dans la trahison des anciens partis. Et la notion de trahison n'est nullement abstraite, littéraire et psychologique. Ainsi nous ne dirons pas que le centrisme a trahi, parce que telle ou telle autre de ses manifestations ne pourraient être attribuées à d'autres qu'à des capitalistes, manifestations qui répugnent à tout ouvrier communiste et qui pourtant sont bien acceptées par grand nombre d'ouvriers communistes qui sacrifient leur vie sous la direction du centrisme. La notion marxiste de la trahison nous paraît devoir consister dans le passage de l'état major centriste, qui parvient à entrainer les partis eux-mêmes, au service direct du capitalisme, ainsi que cela s'est vérifié en 1914 pour les partis de la Deuxième Internationale.

Par cette lettre, nous avons essayé de préciser une indication aux problèmes fondamentaux qui concernent les bases mêmes des fractions de gauche. Il est évident que nous nous attendons à ce que vous mettiez en évidence, par une interprétation autre que la nôtre, les expériences de l'Opposition Belge.